

Un rôle plus pointu pour le SECO et la Nouvelle politique régionale 2024+

Christophe Hans

Responsable Public Affairs, HotellerieSuisse



Tous les quatre ans, experts et politiques se penchent avec bienveillance au chevet de la politique régionale pour constater que les maux des régions subsistent et que les cataplasmes appliqués ne produisent que des effets acratopèges : exode des populations, avenir incertain du tourisme d'hiver, perte de création de valeur ajoutée. Sans compter que la résilience des structures et du corps social face à ces perspectives pour le moins troubles est immense ; trop de segmentations et de chasses gardées favorisent l'immobilisme. Les faiblesses sont connues et les rapports se répètent.

Faut-il pour autant baisser les bras et regarder ailleurs ? Certainement pas. Nous le devons pour toutes celles et ceux qui se battent pour l'avenir de leur vallée, nous le devons à l'idéal de notre projet communautaire, respectueux des différences et des minorités. Il en va de l'avenir harmonieux du système politique suisse. Enfin, ne rien faire serait poison, parce que notre environnement global change constamment la donne : il nous oblige à réévaluer les politiques au gré de ses développements, de leurs chances et de leurs risques. Dans ces conditions, nous sommes « condamnés enthousiastes » pour que la Nouvelle politique régionale (NPR) réponde aux défis de notre temps.

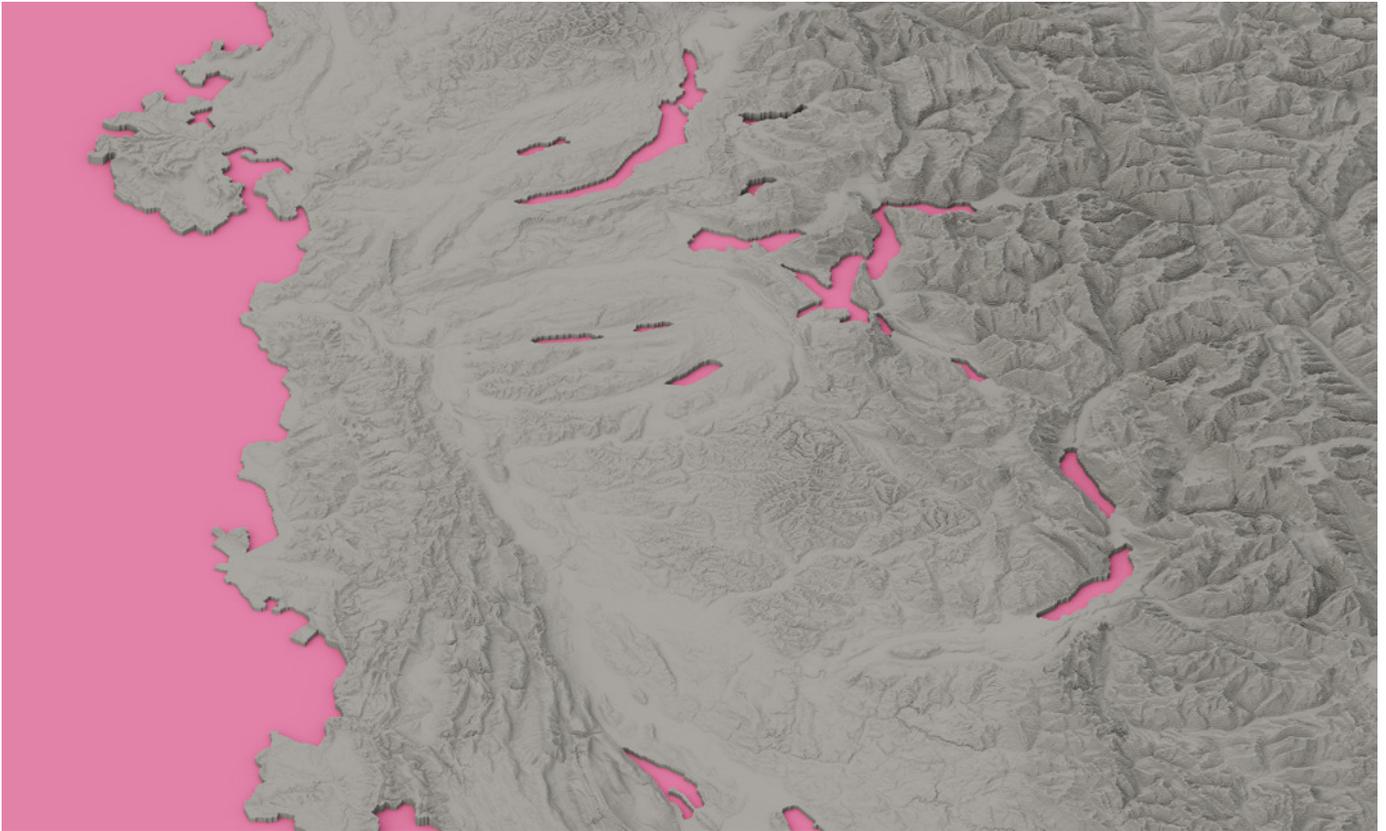
A l'aube de cette nouvelle décennie, il appartient tout d'abord à la NPR de créer le cadre harmonieux entre les attentes de la majorité de la population d'une part, citadine à 70%, et les besoins des régions périphériques de l'autre. Il ne s'agit pas d'un diktat de la ville sur les périphéries, mais de favoriser les forces des unes et des autres pour tirer au mieux parti du potentiel de croissance : la numérisation, l'individualisation des comportements, l'aisance des citoyens âgés, la recherche d'authenticité sont des facteurs encore trop peu exploités pour combler le manque de création de valeur ajoutée, le déficit démographique, l'érosion de la fiscalité ou l'effritement du savoir. L'équilibre des régions ne pourra être atteint qu'au travers de la croissance, mais une croissance qualitative, parce que travailler et vivre

en périphérie seront toujours plus liés à un choix personnel, un acte de volonté.

Encourager l'innovation et promouvoir la qualité de la main d'œuvre reste la mission première de la politique régionale. La NPR 2024+ ne s'écartera pas de la ligne tracée jusqu'ici. La mise à jour des biens matériels tels les infrastructures, la desserte en transports publics, les installations touristiques, les établissements de formation sont aussi importants pour les régions que les processus porteurs de changement. Ces derniers cependant méritent une attention particulière : l'accès aux nouvelles technologies, la capacité à initier et gérer des projets complexes et novateurs, le transfert de savoir et l'intensification des compétences sont des tâches fragmentées, non établies et peu visibles, ce qui les rend fragiles.

Le tourisme a bénéficié au cours des huit dernières années d'une importante aide tant dans la part de projets que pour les prêts et les contributions à fonds perdu de la NPR. Compte tenu de sa situation centrale dans la création de la chaîne de valeurs en montagne, de sa vulnérabilité face aux développements internationaux et de ses faiblesses structurelles, ce secteur doit pouvoir continuer à bénéficier de l'appui indéfectible de la Confédération et des cantons. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui, alors qu'à peine remis de la crise du franc fort, ce secteur voit ses efforts réduits à néant par les conséquences du Corona.

« Un rôle plus central et décisif qu'aujourd'hui de la politique régionale et un leadership clair du SECO, reconnu et ancré dans les textes de loi, permettront d'assurer la cohésion nécessaire des politiques fédérales et d'envisager l'avenir avec confiance de la part des régions. »



De manière générale, la politique régionale doit mieux servir d'interface entre les différentes politiques sectorielles de la Confédération. Pour les milieux touristiques et de l'hôtellerie en particulier, tant la loi sur les résidences secondaires, la Lex Koller, l'aménagement du territoire, les instruments de la politique touristique – crédit hôtelier et Innotour en tête – mais aussi Innosuisse, participent à l'effort général de la promotion économique des régions. Il y a là encore des convergences à trouver et un rôle plus pointu à assumer pour la NPR et le SECO.

En matière d'aménagement du territoire, les intérêts touristiques ne pèsent pas assez face à la protection du paysage et de la nature. Bâti avec doigté en zone non constructible est fondamental pour que l'offre touristique suisse reste attractive dans un environnement alpin international. C'est la mise en scène du paysage par des projets audacieux, technologiques et architecturaux de valeur, qui crée de l'activité économique et des emplois. On ne parle pas ici de lancer des Disneyland à 3000 mètres d'altitude, mais de mieux prendre en considération les facteurs qui génèrent de la richesse. Car l'inauguration de nouveaux chemins pédestres n'a jamais équilibré les budgets communaux.

Les milieux touristiques ont montré à maintes reprises leurs capacités de compromis. Ils attendent du Conseil fédéral qu'il pondère mieux les pouvoirs de ses différents offices lorsque ceux-ci font loi de leur compétence d'interprétation. Il convient aussi de simplifier et accélérer les procédures, clarifier les

rôles entre niveaux de compétences fédéral, cantonal et communal. La NPR pourrait apporter dans ce cadre une contribution décisive à un meilleur management de projets et de compréhension entre les acteurs. Trop souvent, les compétences manquent tant aux acteurs touristiques qu'aux administrations locales pour se retrouver dans la jungle des règlements, ce qui conduit à des tracasseries administratives et des retards inutiles.

Les défis pour les dix prochaines années ne manquent pas. Une NPR encore plus ciblée sur le transfert de savoir, le renforcement des compétences des acteurs régionaux, la création de nouveaux modèles d'affaires, la promotion de coopérations verticales et horizontales dans les destinations et entre elles, la numérisation des procédures et des offres, une meilleure exploitation des données, sont autant de pistes que le soutien à des projets novateurs dans les infrastructures. Un rôle plus central et décisif qu'aujourd'hui de la politique régionale et un leadership clair du SECO, reconnu et ancré dans les textes de loi, permettront d'assurer la cohésion nécessaire des politiques fédérales et d'envisager l'avenir avec confiance de la part des régions.